

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28000 CHARTRES

Orléans, le 01/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SVR (Sté des Vidanges Réunies)

St Etienne- Chemin du Chêne St Louis
Les Hauts Buissons
28100 DREUX

Références : 0010004702/RAPVI/IC220322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement SVR (Sté des Vidanges Réunies) implanté St Etienne- Chemin du Chêne St Louis Les Hauts Buissons 28100 DREUX. L'inspection a été annoncée le 11/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a consisté à faire le point sur l'état du site de la Pièce Saint-Etienne et du suivi piézométrique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SVR (Sté des Vidanges Réunies)
- St Etienne- Chemin du Chêne St Louis Les Hauts Buissons 28100 DREUX
- Code AIOT dans GUN : 0010004702
- Régime : Non connu
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est une ancienne décharge utilisée pour le dépôt de matières de vidanges.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sites et sols pollués
- Etat des piézomètres.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Piézomètre	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 13/04/2022, article L.181-1	/	Sans objet
Audit environnemental	Arrêté Préfectoral du 15/04/2000, article 1	/	Sans objet
Audit environnemental	Arrêté Préfectoral du 15/04/2000, article 1	/	Sans objet
Audit environnemental	Arrêté Préfectoral du 15/04/2000, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est actuellement situé au milieu d'un bois dont l'accès aux véhicules n'est pas permis. Il n'a pas été constaté d'activité sur le site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2022, article L.181-1
Thème(s) : Situation administrative, Activité
Prescription contrôlée : L'autorisation environnementale, dont le régime est organisé par les dispositions du présent livre ainsi que par les autres dispositions législatives dans les conditions fixées par le présent titre, est applicable aux activités, installations, ouvrages et travaux suivants, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère temporaire : « 1° Installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3, y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 ; « 2° Installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 512-1.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le jour de l'inspection il est constaté l'absence d'activité sur le site. Le site se trouve au milieu des bois et une barrière à l'entrée du chemin pour accéder au bois empêche l'accès aux véhicules. Il est également constaté la présence d'un merlon de terre qui empêche l'accès au site. Une large végétation est présente sur le site démontrant une absence d'activité récente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Audit environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2000, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Audit environnemental
Prescription contrôlée : Il est prescrit à la SOCIETE DES VIDANGES REUNIES dont le siège social est situé ZA du Bel Air – 4 rue Cutesson – BP 73 – 78513 Rambouillet Cedex, de réaliser sur le site d'épandage de matières de vidange et de déchets industriels implanté sur la pièce « Saint-Etienne » chemin du Chêne Saint-Louis, les Hauts Buissons sur le territoire de la commune de Dreux : un diagnostic initial en deux étapes A et B définies ci-après ; une évaluation simplifiée des risques potentiels susceptibles d'avoir été provoqués par les activités passées, pratiquées sur ce site. L'étape A du diagnostic initial, de type documentaire se déroule en 3 phases : analyse historique du site, étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution et examen de l'état actuel du site et de ses environs immédiats.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Un premier rapport référencé R 38378 a été réalisé par le BRGM en avril 1995. Le rapport indique que le site est une ancienne décharge sauvage qui a subi en 1994 un décapage en surface de la couche superficielle pour enlever le plus gros des déchets (matériel électro-ménager HS par exemple). Le rapport indique que le BRGM a réalisé une campagne d'analyse des gaz du sol entre 92 et 94 mettant en avant une pollution en tétrachloroéthylène (Cmax = 167 ppmv) et en composés exclusivement aromatiques (benzène, toluène, xylènes avec une concentration max = 186 ppmv). Le rapport indique que les zones de pollution ont une extension en surface limitée à quelques mètres carrés. Ce premier rapport a été complété par un rapport référencé R 39119 réalisé par le BRGM en octobre 1996 qui conclut à une pollution de la nappe au droit du site par des solvants chlorés (trichloroéthylène = 150 microg/l; 1,1,1 Trichloroéthane = 44 microg/l; Tétrachloroéthylène = 4800 microg/l; 1,1 Diclboroéthane = 40 microg/l; 1,2 Dichloroéthylène = 156 microg/l). La société SVR a transmis le 27 juillet 2000 le diagnostic initial de phase A.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Audit environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2000, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Audit environnemental
Prescription contrôlée : Il est prescrit à la SOCIETE DES VIDANGES REUNIES dont le siège social est situé ZA du Bel Air – 4 rue Cutesson – BP 73 – 78513 Rambouillet Cedex, de réaliser sur le site d'épandage de matières de vidange et de déchets industriels implanté sur la pièce « Saint-Etienne » chemin du Chêne Saint-Louis, les Hauts Buissons sur le territoire de la commune de Dreux : un diagnostic initial en deux étapes A et B définies ci-après ; une évaluation simplifiée des risques potentiels susceptibles d'avoir été provoqués par les activités passées, pratiquées sur ce site. L'étape B du diagnostic initial est constituée par des investigations de terrain visant à acquérir des informations complémentaires et à établir un constat de pollution ou de non pollution pour les différents milieux concernés.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La société SVR a transmis la phase B du diagnostic initial en février 2006 (date de réception du rapport n°200555 réalisé par la société EGEH). Dans les sols : Le diagnostic a mis en avant une pollution de surface aux hydrocarbures totaux (concentration entre 635 mg/kg et 4 168 mg/kg pour 6 échantillons). L'échantillon ayant la plus forte concentration a subi un test de lixiviation montrant une absence de relargage des hydrocarbures par les sols. Le diagnostic met également en avant l'absence de composés haloformes (valeurs inférieures à la limite de quantification pour l'ensemble des paramètres, et notamment pour le trichloroéthylène, le tétrachloroéthylène et le chlorure de vinyle) et l'absence de pollution aux HAP, cyanure et BTEX. Le diagnostic indique la détection de PCB (entre 19 et 55 microg/kg) et notamment la présence de PCB 28 pour l'ensemble des échantillons. Enfin le diagnostic met en avant la présence de Chrome (absence de détection de Chrome VI) dans des concentrations allant de 216 à 327 mg/kg, la présence de Plomb (concentration allant de 13 à 186 mg/kg), d'Arsenic (concentration allant de 8 à 19 mg/kg), de Cadmium (concentration allant de 3 à 4 mg/kg), de cuivre (concentration allant de 12 à 24 mg/kg), de Nickel (concentration allant de 65 à 95 mg/kg) et de Zinc (concentration allant de 27 à 89 mg/kg). Dans les eaux souterraines : Le diagnostic indique la mise en place de 3 piézomètres sur le site. Le diagnostic met en avant une contamination en composés haloformes plus importante en amont du site qu'en aval et notamment une concentration en trichloroéthylène de 130 microg/l en amont et de 19 microg/l en aval, une concentration en tétrachloroéthylène de 450 microg/l en amont et de 49 microg/l en aval et une concentration en cis-1,2-Dichloroéthylène de 270 microg/l en amont et de 19 microg/l en aval. Le diagnostic met également en avant l'absence de BTEX et de PCB (valeurs inférieures à la limite de quantification pour l'ensemble des paramètres), la quantification de HAP (Acénaphthylène : 0.26 microg/l en amont et 0.33 microg/l en aval, Fluorène : 0.10 microg/l en amont et non quantifié en aval et Naphtalène 0.59 microg/l en amont et 0.62 microg/l en aval) et la quantification de métaux (Aluminium : 370 microg/l en amont et non quantifié en aval, Fer : 290 microg/l en amont et non quantifié en aval et Zinc : 10 microg/l en amont et 60 microg/l en aval).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Audit environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2000, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Audit environnemental
Prescription contrôlée : Il est prescrit à la SOCIETE DES VIDANGES REUNIES dont le siège social est situé ZA du Bel Air – 4 rue Cutesson – BP 73 – 78513 Rambouillet Cedex, de réaliser sur le site d'épandage de matières de vidange et de déchets industriels implanté sur la pièce « Saint-Etienne » chemin du Chêne Saint-Louis, les Hauts Buissons sur le territoire de la commune de Dreux : un diagnostic initial en deux étapes A et B définies ci-après ; une évaluation simplifiée des risques potentiels susceptibles d'avoir été provoqués par les activités passées, pratiquées sur ce site. L'évaluation simplifiée des risques a pour finalité de classer le site en l'une des trois catégories suivantes en fonction des suites à envisager : site banalisé (classe 3), site à surveiller (classe 2), site nécessitant des investigations approfondies et une évaluation détaillée des risques (classe 1).
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La société SVR a transmis la phase B du diagnostic initial en février 2006 (date de réception du rapport n°200555 réalisé par la société EGEH). Le diagnostic conclut à la présence d'anomalies en hydrocarbures et en chrome et une pollution des eaux souterraines en composés haloformes (contamination plus importante en amont qu'en aval). Le diagnostic conclut également que les polluants retrouvés dans les captages Avre 1, Avre 2 et Hôpital annexe (captages d'eau potable fermés en raison d'une pollution aux solvants chlorés) ne se retrouvent pas dans les eaux souterraines au droit du site. A la suite de ce diagnostic, une surveillance des eaux souterraines a été mise en place entre 2005 et 2011. Enfin, par arrêté préfectoral du 5 juin 2020, un secteur d'information sur les sols a été créé sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Piézomètre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Comblement des forages
Prescription contrôlée : Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, le déclarant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, le déclarant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, le déclarant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. Pour les sondages, forages, puits, ouvrages souterrains qui ont été réalisés dans le cadre des travaux visés à l'article 7 et qui ne sont pas conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement permanent ou temporaire dans ces eaux, le déclarant procède à leur comblement dès la fin des travaux. Leurs modalités de comblement figurent dans le rapport de fin de travaux prévu à l'article 10.
Constats : L'exploitant n'a pu justifier que les piézomètres abandonnés ont été comblés par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.
Observations : Le jour de l'inspection, les piézomètres n'ont pu être retrouvés au milieu de la végétation. A noter que l'exploitant a prévenu par courrier du 16 octobre 2012 des problématiques d'insécurité rencontrées sur le site lors des prélèvements et que deux ouvrages ont été condamnés suite à une dégradation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet